



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.434/2
du 19 février 2025

advies 77.434/2
van 19 februari 2025

sur

over

les amendements n^{os} 2 et 3 à
la proposition de loi
‘modifiant le Code judiciaire
afin d’habiliter les
associations de protection
animale à agir en justice’

amendementen nrs. 2 en 3 bij
het wetsvoorstel ‘tot wijziging
van het Gerechtelijk Wetboek
teneinde de
dierenbeschermingsverenigingen
de bevoegdheid toe te kennen
om in rechte op te treden’

Le 24 janvier 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur l'amendement n° 2, introduit par M. François DE SMET (*Doc. parl.*, Chambre, 2024-2025, n° 56-0226/004) ainsi que sur l'amendement n° 3, introduit par Mme Meyrem ALMACI, M. Stefaan VAN HECKE et Mme Sarah SCHLITZ (*Doc. parl.*, Chambre, 2024-2025, n° 56-0226/005), à la proposition de loi 'modifiant le Code judiciaire afin d'habiliter les associations de protection animale à agir en justice' (*Doc. parl.*, Chambre, 2024, n° 56-0226/001).

Les amendements ont été examinés par la deuxième chambre le 17 février 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 février 2025.

*

Op 24 januari 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over het amendement nr. 2, ingediend door de heer François DE SMET (*Parl.St.*, Kamer, 2024-2025, nr. 56-0226/004) en over het amendement nr. 3, ingediend door mevrouw Meyrem ALMACI, de heer Stefaan VAN HECKE en mevrouw Sarah SCHLITZ (*Parl.St.*, Kamer, 2024-2025, nr. 56-0226/005), op het wetsvoorstel 'tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de dierenbeschermingsverenigingen de bevoegdheid toe te kennen om in rechte op te treden' (*Parl.St.*, Kamer, 2024, nr. 56-0226/001).

De amendementen zijn door de tweede kamer onderzocht op 17 februari 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 februari 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DES AMENDEMENTS

Amendement n° 2

1. Cet amendement vise à compléter la proposition de loi 'modifiant le Code judiciaire afin d'habiliter les associations de protection animale à agir en justice' (*Doc. parl.*, Chambre, 2024, n° 56-0226/001) par un nouvel article 3, lequel, en son paragraphe 1^{er}, introduit une action en cessation similaire à celle instituée par la loi du 12 janvier 1993 'concernant un droit d'action en matière de protection de l'environnement' ¹⁻², qui relèverait également de la compétence du président du tribunal de première instance et qui pourrait être actionnée en cas d'une « violation manifeste ou une menace grave de violation d'une ou de plusieurs dispositions des lois, décrets, ordonnances, règlements ou arrêtés relatifs au bien-être des animaux mettant en péril ou étant susceptible de mettre en péril la vie de l'animal ou des animaux concerné(s) ».

Il accorde notamment aux associations poursuivant de manière durable et effective, dans le cadre de leur objet social, la protection et le bien-être des animaux, le droit de saisir le président du tribunal de première instance dans le cadre d'une telle action en cessation.

Sur son principe, cet amendement appelle l'observation suivante.

Au fil du temps, le législateur est intervenu, dans plusieurs domaines particuliers, pour reconnaître à certaines personnes morales un intérêt collectif à agir.

[‡] S'agissant d'amendements à une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ En effet, selon la justification de l'amendement n° 2, « [d]ès lors que les associations de protection de l'environnement disposent d'un droit d'action leur permettant tantôt d'obtenir la cessation d'actes y portant atteinte, tantôt de se constituer partie civile lorsque des faits infractionnels causent un dommage à l'environnement (loi du 12 janvier 1993 consacrant un droit d'action en matière de protection de l'environnement) pareille possibilité doit pouvoir être réservée aux associations de protection animale ».

² Cette loi a fait l'objet, à l'état de projet, de l'avis 19.699/2 donné le 29 octobre 1990 et des arrêts 168/2004, 70/2007, 121/2007, 29/2011 et 60/2016 de la Cour constitutionnelle (ces arrêts se prononçaient toutefois sur la compétence de l'autorité fédérale ou sur une éventuelle discrimination générée par le champ d'application personnel de la loi).

Il l'a fait soit en accordant un droit d'action dans le cadre d'une législation spécifique à une personne morale spécifiquement déterminée ou à certaines associations, en vue d'agir dans le cadre des litiges auxquels l'application de cette législation spécifique donnerait lieu ³, soit en instituant une action en cessation dont l'initiative revient notamment à ces organismes ou associations ⁴.

En 2018, par l'ajout d'un alinéa 2 à l'article 17 du Code judiciaire, il a accordé, sous diverses conditions, aux associations poursuivant la défense des droits de l'homme ou des libertés fondamentales, le droit d'agir en justice pour défendre un intérêt en lien avec leur objet social, dérogeant ainsi, de façon générale ⁵, à l'exigence d'un intérêt personnel à l'action, remplacé par un intérêt collectif.

En l'espèce, la proposition de loi complétée par l'amendement n° 2 donnerait aux seules associations de défense du bien-être animal à la fois un droit général d'agir en justice pour la défense de l'intérêt collectif conforme à leur objet social (nouvel alinéa 3 à l'article 17 du Code judiciaire) et la possibilité d'introduire une action en cessation spécifique (article 3 de la proposition de loi).

L'attention du législateur est attirée sur la juxtaposition d'interventions procédurales possibles qui en résulterait et sur le fait que, parmi toutes les associations auxquelles la loi réserve le droit d'agir dans un intérêt collectif conforme à leur objet social, seules celles poursuivant la protection du bien-être animal se verraient reconnaître le bénéfice d'une telle juxtaposition d'actions.

2. Si le texte de l'amendement s'inspire de la loi du 12 janvier 1993, l'attention est attirée sur le fait que la modification apportée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de cette loi par l'article 139 de la loi du 21 décembre 2018 'portant des dispositions diverses en matière de justice', qui a remplacé les mots « telle que définie à l'article 2 » par les mots « ayant dans son objet social la protection de l'environnement, ayant défini dans ses statuts le territoire auquel s'étend son activité et remplissant les conditions prévues à l'article 17, alinéa 2, 1° à 4°, du Code judiciaire », n'a pas été prise en compte. Il conviendrait soit de l'intégrer, soit de justifier son omission.

3. La section de législation observe encore que seule l'initiative de l'introduction d'une action en cessation civile est envisagée par l'amendement n° 2.

³ Par exemple, la loi du 30 juillet 1981 'tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie' (articles 31 et 32); la loi du 23 mars 1995 'tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale' (article 4); la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes' (article 35); la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination' (article 30).

⁴ Outre la loi du 12 janvier 1993 citée dans la justification de l'amendement, voir aussi l'article XVII.7, § 1^{er}, 3° et 4°, du Code de droit économique.

⁵ Et non plus à l'égard de violations d'une loi particulière ou pour l'introduction d'une action (en cessation) particulière.

Il ne vise pas à permettre l'introduction d'une action pénale. Ce droit découlera, si la proposition est adoptée, de la modification apportée à l'article 17 du Code judiciaire par l'article 2 de la proposition de loi ⁶.

4. L'amendement n° 2 implique de modifier l'intitulé de la proposition de loi dès lors que celle-ci ne se limiterait plus à modifier uniquement le Code judiciaire mais instaurerait une procédure en cessation autonome.

5. L'article 3, § 2, proposé a pour objet de régler la procédure d'une telle action en cessation. Il reproduit quasi à l'identique ce que prévoit l'article 3 de la loi du 12 janvier 1993. La lecture comparative des deux textes fait toutefois apparaître quelques différences, qui appellent les observations suivantes :

1° L'exclusion de la référence à l'article 1039 du Code judiciaire, dans la loi du 12 janvier 1993, doit être reprise dès lors que l'article 1039 du Code judiciaire vise expressément les conséquences d'une ordonnance rendue en référé, c'est-à-dire au provisoire, sous le bénéfice de l'urgence (non présumée), ce qui n'est pas applicable pour les jugements prononcés dans le cadre d'une action en cessation, instruite et jugée « comme en référé » mais au fond.

2° Il n'est pas pertinent de se référer à une « demande en référé » ni d'ajouter chaque fois une référence à une telle « demande en référé » pour régler la procédure (alinéas 3 à 5).

Il ne s'agit en effet pas d'une demande en référé mais bien d'une demande au fond introduite et instruite selon les formes du référé. Toutes ces précisions inutiles seront supprimées.

La référence aux règles procédurales du référé implique que la cause soit introduite par citation. Dans un tel cas, il n'appartient évidemment pas au greffe de notifier « la demande en référé » aux autres parties ni de fixer une audience.

De façon plus générale, il n'est pas nécessaire de fixer les modalités procédurales auxquelles la « demande en référé » doit répondre, celles-ci étant déjà fixées aux articles 1035 et suivants du Code judiciaire, auxquels il est fait référence à l'alinéa 1^{er}.

3° À l'alinéa 5, dans un souci de cohérence et de sécurité juridique, il convient de remplacer le mot « intentée » par le mot « exercée », sauf si le législateur peut justifier le recours au premier terme.

⁶ Voir les observations formulées sous l'amendement n° 3.

Amendement n° 3

1. La proposition de loi a pour objet d'accorder aux associations visant à protéger le bien-être animal la même dérogation à l'exigence d'un intérêt personnel, au sens de l'article 17, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, pour être recevable à agir en justice en vue d'assurer la défense d'un intérêt collectif en rapport avec leur objet social, que celle admise en faveur des associations visant à protéger des droits de l'homme ou des libertés fondamentales reconnus dans la Constitution et dans les instruments internationaux qui lient la Belgique, introduite par l'article 137 de la loi du 21 décembre 2018.

Il s'agit d'une dérogation générale à la nécessité de justifier d'un intérêt personnel comme préalable à toute action en justice devant les tribunaux de l'ordre judiciaire.

Ayant la possibilité de se prévaloir, sous certaines conditions, d'un intérêt collectif pour agir en justice, ces associations peuvent, le cas échéant, introduire une action civile (au fond, en référé ou, le cas échéant, comme en référé), déposer plainte au pénal, s'y constituer partie civile ou encore lancer citation directe devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police.

À partir du moment où l'objectif de la proposition de loi est de reconnaître aux associations de protection animale le même droit d'action en justice que celui conféré aux associations visant à protéger des droits de l'homme ou des libertés fondamentales, le législateur doit être en mesure de justifier, au regard du principe d'égalité et de non-discrimination visé aux articles 10 et 11 de la Constitution, pourquoi les associations de protection des animaux, à la différence de celles qui protègent des droits de l'homme ou des libertés fondamentales, devraient être privées du droit d'intenter une action par citation directe devant le juge pénal.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten vervuld zijn.

ONDERZOEK VAN DE AMENDEMENTEN

Amendement nr. 2

1. Dit amendement strekt ertoe het wetsvoorstel ‘tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek teneinde de dierenbeschermingsverenigingen de bevoegdheid toe te kennen om in rechte op te treden’ (*Parl.St.* Kamer 2024, nr. 56-226/1) aan te vullen met een nieuw artikel 3 waarvan paragraaf 1 een vordering tot staking invoert die vergelijkbaar is met de vordering die ingevoerd is bij de wet van 12 januari 1993 ‘betreffende een vorderingsrecht inzake bescherming van het leefmilieu’.¹⁻² De vordering tot staking zou eveneens onder de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg vallen en zou ingesteld kunnen worden in geval van een “kennelijke schending of een ernstige dreiging van een schending (...) van een of meer bepalingen van de wetten, decreten, ordonnances, reglementen of besluiten betreffende het dierenwelzijn (...) die het leven van het betrokken dier of de betrokken dieren in het gedrang brengt of kan brengen”.

Het amendement verleent onder meer aan verenigingen die in het raam van hun maatschappelijk doel op duurzame en effectieve wijze de bescherming en het welzijn van de dieren nastreven, het recht om bij wege van een dergelijke vordering tot staking een zaak aanhangig te maken bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg.

Principieel geeft dit amendement aanleiding tot de volgende opmerking.

In de loop der tijd heeft de wetgever het initiatief genomen om in verschillende specifieke domeinen bepaalde rechtspersonen een collectief belang toe te kennen om in rechte op te treden.

[‡] Aangezien het om amendementen op een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ De verantwoording van amendement nr. 2 luidt immers als volgt: “Aangezien de milieubeschermingsverenigingen beschikken over een vorderingsrecht op grond waarvan zij zowel de stopzetting van voor het milieu schadelijke handelingen kunnen verkrijgen als een burgerlijke rechtsvordering kunnen instellen wanneer overtredingen schade toebrengen aan het milieu (wet van 12 januari 1993 betreffende een vorderingsrecht inzake bescherming van het leefmilieu), zouden ook de dierenbeschermingsverenigingen over een dergelijke mogelijkheid moeten kunnen beschikken.”

² Over die wet is, in de ontwerpfasen, advies 19.699/2 van 29 oktober 1990 uitgebracht en heeft het Grondwettelijk Hof zich uitgesproken bij de arresten 168/2004, 70/2007, 121/2007, 29/2011 en 60/2016 (in die arresten heeft het Hof zich evenwel uitgesproken over de bevoegdheid van de federale overheid of over een mogelijke discriminatie die zou voortvloeien uit het toepassingsgebied *ratione personae* van de wet).

De wetgever heeft dat gedaan hetzij door in het kader van een specifieke wet een vorderingsrecht te verlenen aan een welbepaalde rechtspersoon of aan bepaalde verenigingen, zodat ze in rechte konden optreden in het kader van geschillen waartoe de toepassing van die specifieke wetgeving aanleiding zou geven,³ hetzij door te voorzien in een vordering tot staking die meer bepaald op initiatief van die instellingen of verenigingen kon worden ingesteld.⁴

In 2018 heeft hij, door een tweede lid toe te voegen aan artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek, aan de verenigingen die de bescherming van de rechten van de mens of van de fundamentele vrijheden beogen onder verscheidene voorwaarden het recht verleend om in rechte op te treden teneinde een belang te verdedigen dat verband houdt met hun maatschappelijk doel, waarbij hij op algemene wijze⁵ afwijkt van het vereiste van een persoonlijk belang bij de vordering, dat vervangen wordt door een collectief belang.

In casu zou het wetsvoorstel dat bij amendement nr. 2 aangevuld wordt, uitsluitend aan de verenigingen ter bescherming van het dierenwelzijn zowel een algemeen recht verlenen om in rechte op te treden ter verdediging van het collectief belang in overeenstemming met hun maatschappelijk doel (nieuw derde lid van artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek) als de mogelijkheid om een specifieke vordering tot staking in te stellen (artikel 3 van het wetsvoorstel).

De wetgever wordt erop gewezen dat dit leidt tot het naast elkaar bestaan van verschillende procedures die kunnen worden ingesteld en op het feit dat, van alle verenigingen waaraan de wetgever het recht voorbehoudt om in rechte op te treden voor een collectief belang dat in overeenstemming is met hun maatschappelijk doel, enkel de verenigingen ter bescherming van het dierenwelzijn het voordeel van dergelijke verschillende mogelijkheden om vorderingen in te stellen, zouden genieten.

2. De tekst van het amendement is weliswaar gebaseerd op de wet van 12 januari 1993, maar er wordt op gewezen dat geen rekening gehouden is met de wijziging die in artikel 1, eerste lid, van die wet aangebracht is bij artikel 139 van de wet van 21 december 2018 ‘houdende diverse bepalingen betreffende justitie’, dat de woorden “zoals omschreven in artikel 2” vervangen heeft door de woorden “die de bescherming van het leefmilieu tot doel heeft, die in zijn statuten het grondgebied heeft omschreven tot waar zijn bedrijvigheid zich uitstrekt en die de voorwaarden voorzien in artikel 17, tweede lid, 1° tot 4°, van het Gerechtelijk Wetboek vervult”. Ofwel moet die wijziging opgenomen worden, ofwel moet verantwoord worden waarom ze weggelaten is.

3. De afdeling Wetgeving merkt voorts op dat amendement nr. 2 louter betrekking heeft op het initiatiefrecht om een burgerlijke vordering tot staking in te stellen.

³ Bijvoorbeeld de wet van 30 juli 1981 ‘tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie (sic) ingegeven daden’ (artikelen 31 en 32); de wet van 23 maart 1995 ‘tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd’ (artikel 4); de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen’ (artikel 35); de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie’ (artikel 30).

⁴ Zie, naast de wet van 12 januari 1993 aangehaald in de verantwoording van het amendement, ook artikel XVII.7, § 1, 3° en 4°, van het Wetboek van economisch recht.

⁵ En niet meer met betrekking tot inbreuken op een specifieke wet of voor het instellen van een specifieke vordering (tot staking).

Het amendement strekt er niet toe het instellen van een strafvordering mogelijk te maken. Dat recht zal, indien het voorstel aangenomen wordt, voortvloeien uit de wijziging die bij artikel 2 van het wetsvoorstel aangebracht wordt in artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek.⁶

4. Amendement nr. 2 impliceert dat het opschrift van het wetsvoorstel gewijzigd moet worden aangezien het voorstel zich er niet langer toe zou beperken het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen, maar een op zichzelf staande stakingsprocedure zou invoeren.

5. Het voorgestelde artikel 3, § 2, strekt tot regeling van de procedure voor een dergelijke vordering tot staking. Het neemt artikel 3 van de wet van 12 januari 1993 bijna volledig over. Bij lezing van beide teksten vallen evenwel enkele verschillen op, die aanleiding geven tot de volgende opmerkingen:

1° Er mag, net zoals in de wet van 12 januari 1993, evenmin verwezen worden naar artikel 1039 van het Gerechtelijk Wetboek aangezien dat artikel het uitdrukkelijk heeft over de gevolgen van een beschikking in kort geding, dus uitgesproken bij voorraad, wegens (niet-veronderstelde) spoedeisendheid, wat niet geldt voor vonnissen die uitgesproken worden in het kader van een vordering tot staking die behandeld wordt en waarover uitspraak wordt gedaan “zoals in kort geding”, maar ten gronde.

2° Het heeft geen zin om te verwijzen naar een “vordering in kort geding” noch om telkens een verwijzing toe te voegen naar een dergelijke “vordering in kort geding” om de procedure te regelen (derde tot vijfde lid).

Het gaat immers niet om een vordering in kort geding maar wel degelijk om een vordering ten gronde ingeleid en behandeld volgens de vormen van het kort geding. Al die nutteloze preciseringen moeten geschrapt worden.

De verwijzing naar de procedureregels voor het kort geding impliceert dat de zaak ingeleid moet worden bij dagvaarding. In een dergelijk geval staat het vanzelfsprekend niet aan de griffie om de andere partijen in kennis te stellen van “de vordering in kort geding” noch om een rechtsdag vast te stellen.

Meer in het algemeen is het niet nodig om de procedureregels vast te stellen waaraan de “vordering in kort geding” moet beantwoorden aangezien die al vastgelegd zijn in de artikelen 1035 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, waarnaar verwezen wordt in het eerste lid.

3° Ter wille van de samenhang en de rechtszekerheid dienen in het vijfde lid de woorden “niettegenstaande enige, voor dezelfde feiten ingestelde strafvordering” vervangen te worden door de woorden “niettegenstaande enige strafvervolgung uitgeoefend wegens dezelfde feiten”, behalve als de wetgever kan verantwoorden waarom hij voor die eerste formulering kiest.

⁶ Zie de opmerkingen die bij amendement nr. 3 gemaakt worden.

Amendement nr. 3

1. Het wetsvoorstel strekt ertoe aan de verenigingen ter bescherming van het dierenwelzijn dezelfde afwijking toe te kennen van het vereiste van een persoonlijk belang, in de zin van artikel 17, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, opdat ze in rechte zouden kunnen optreden met het oog op het verdedigen van een collectief belang dat verband houdt met hun maatschappelijk doel, als de afwijking die is toegekend aan de verenigingen die de bescherming beogen van de rechten van de mens of van de fundamentele vrijheden, zoals die erkend zijn in de Grondwet en in de internationale instrumenten die België binden, en die ingevoerd is bij artikel 137 van de wet van 21 december 2018.

Het gaat om een algemene afwijking van het vereiste dat een persoonlijk belang moet kunnen worden aangetoond opdat een rechtsvordering voor de rechtbanken van de rechtelijke orde kan worden ingesteld.

Aangezien die verenigingen de mogelijkheid hebben om zich, onder bepaalde voorwaarden, te beroepen op een collectief belang om in rechte op te treden, kunnen ze, in voorkomend geval, een burgerlijke rechtsvordering instellen (ten gronde, in kort geding of, in voorkomend geval, zoals in kort geding), een klacht indienen bij de strafrechtbank, zich daar burgerlijke partij stellen, of rechtstreeks dagvaarden voor de correctionele rechtbank of de politierechtbank.

Zodra het wetsvoorstel ertoe strekt aan de dierenbeschermingsverenigingen hetzelfde recht toe te kennen om in rechte op te treden als dat wat verleend wordt aan de verenigingen die de bescherming van de rechten van de mens of van de fundamentele vrijheden beogen, moet de wetgever bij machte zijn om, in het licht van het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel zoals bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, te verantwoorden waarom de dierenbeschermingsverenigingen, in tegenstelling tot de verenigingen die de bescherming van de rechten van de mens of van de fundamentele vrijheden beogen, geen vordering zouden mogen instellen via een rechtstreekse dagvaarding voor de strafrechtbank.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX